



*Tract inter-syndicats CGT SPIP des départements de la DISP de Rennes*

Le 10 décembre 2024

## **Quand la violence institutionnelle devient la norme !**

Nous, représentants des CGT SPIP des départements de la DISP de Rennes, nous ne pouvons que constater les lourds dysfonctionnements institutionnels ayant lieu dans une majorité des SPIP de l'Interrégion.

***La question des violences institutionnelles est le plus souvent omise dans nos échanges avec nos Directions et ce à tous les niveaux de l'Administration.***

Elles font pourtant partie de nos quotidiens de travail avec des conséquences majeures sur le bien être et la sécurité au travail.

**Réunis en commission régionale le 22 novembre 2024 nous n'avons pu que constater des pratiques largement répandues mettant en jeux les risques psycho-sociaux des agents.**

Ainsi avons-nous pu nommer **une déconnexion entre les réalités des terrains des agents et les objectifs affichés des Directions des SPIP.**

Les enjeux organisationnels des services sont relégués au second plan et laissés aux mains des équipes dans certains services, créant des disparités et des organisations en « free lance ».

Nos Directions déroulent les plans ordonnés par la DAP et la DISP sans tenir compte des besoins des agents. Ce décalage crée un fossé entre le quotidien des agents et les consignes de l'Administration mettant en péril le sens du travail.

**Nos directions s'occupent de la vitrine, peu importe l'état de l'arrière-boutique.**

Nous constatons aussi **une peur grandissante de nos Directions face à la possibilité d'un incident** (lors de permission de sortir, des sorties de détention ou de la prise en charge des suivis en MO). Cette sur-attention portée à certains suivis (radicalisés, VIF,...) produit des consignes inadaptées. Ainsi, dans certains services, des permissions de sortir sont-elles bloquées par nos directions . Ces mêmes permissions sont scrutées pour éviter le moindre incident quitte à perdre le sens de l'action, Des demandes insistantes de rapports pour situation préoccupante sont exigés.

**Des consignes de sur suivis viennent contrer les règles érigées par le RPO.**

**C'est de nouveau le sens des actes professionnels qui est en jeu.**

Nous voyons aussi des **Directions malsaines et maltraitantes** qui passent d'un département à l'autre sans que leur technique de management ne soit remise en cause.

**Ces Directions imposent de nouvelles pratiques sans échange ou discussion, cassant des organisations de travail qui fonctionnaient.**

Dans ces services, les arrêts de travail s'accumulent, les tensions dans les équipes s'installent, alimentés par des Directions qui montent les agents les uns contre les autres. Les faits sont signalés par les médecins de prévention, les psychologues des personnels. La MCI passe et fait

état de dysfonctionnements, sans que les Directions ne semblent être inquiétées, sans que leur technique de management ne change.

**Le seul espoir des équipes : que la prochaine personne nommée ne soit pas plus malsaine que la précédente.**

A l'image des instances nationales, **le Dialogue social n'est que façade**. Les Directions organisent a minima les CSA ; voire s'abstiennent pour des motifs obscurs ... Les notes rédigées par les Directions ne font pas l'objet d'étude en CSA. Les informations essentielles sur la vie d'un service comme un déménagement à venir ne sont pas donnés. Les Organisations Syndicales sont très peu consultées et encore moins entendues.

**Ces CSA sont des mauvais moments à passer pour des représentants du personnel méprisés par leur Direction.**

Tous ces éléments sont inquiétants pour les Personnels œuvrant dans les SPIP de l'Interrégion. Ils interrogent sur les pratiques de management. Quelles formations sont dispensées auprès des Équipes de Direction dans les SPIP ? Quels accompagnements pratiques leur ait donné dans leur quotidien ?

**La règle du « pas de vagues » semble être devenu la norme chez nos cadres.**

**Comment sortir de ces organisations de travail défaillantes pour trouver des points de convergences permettant un bien-être au travail ?**

Alors qu'il est exigé des agents de travailler et de réfléchir sur la lutte contre les violences dans les services et en détention, les cadres de notre Administration semblent, eux, pouvoir exercer des violences envers leurs agents en toute impunité.

**La CGT IP et ses représentants locaux, organisation syndicale majoritaire en SPIP continuera de se battre pour le respect des Agents et leurs conditions de travail.**